

ANNEAU DES PLANS D'INVESTISSEMENT POUR PRÉPARER SA RETRAITE

EN tant que Conseiller en investissement, Anneau ne propose pas de produits d'assurance mais plutôt des investissements directs dans un portefeuille de placements – sans tous les frais généralement facturés par une compagnie d'assurances – susceptibles de surperformer les fonds de pension, à moyen et long termes.

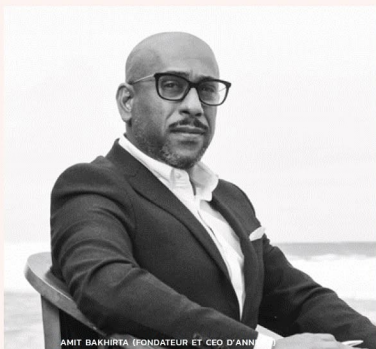
Ces plans d'investissement sont traités comme un compte de placement de retraite et croissent plus rapidement et sont généralement plus « liquides » (ils peuvent être encaissés dans les cinq jours ouvrables et n'ont pas de période de blocage) et sont transparents car les clients d'Anneau peuvent suivre la valeur de leurs investissements sur leur téléphone portable ou sur leur portail client, à tout moment de la journée. Comme le souligne Amit Bakhrita, c'est plus simple, cela rapporte plus et c'est transparent.

«Le principal problème sous-jacent de la plupart des fonds de pension et des régimes de retraite est leur structure de 'fonds' «taille unique» rigide et singulière dans lequel ont investi les employés de tous âges, y compris les retraités et les pensionnés. Cela, sans aucune nuance dans les stratégies d'investissement pour les différentes tranches d'âge concernées ; c'est obsolète dans le monde d'aujourd'hui. Comment un jeune couple encore actif et un retraité peuvent-ils investir de la même manière ? Il est clair qu'il existe une inadéquation entre la stratégie d'investissement et la répartition des actifs et qu'à un moment donné, l'inadéquation peut s'amplifier et entraîner des performances inférieures à la moyenne, surtout pour ceux qui

sont à la retraite. Les stratégies d'investissement et, par extension, les stratégies d'investissement des régimes de retraite, devraient différer en fonction de l'âge et de la proximité de la retraite», explique Amit Bakhrita.

Amit Bakhrita ajoute que les comptes d'investissement de retraite s'adaptent à l'évolution de la dynamique du marché, dans différents cycles macroéconomiques pour garantir que les clients atteignent leurs objectifs d'investissement fixés. Des rendements plus élevés impliquent une volatilité plus élevée mais pas nécessairement des «risques» plus élevés, et c'est la «sagesse» du gestionnaire d'investissement qui garantit que des modifications pertinentes sont apportées aux niveaux stratégique et tactique des stratégies d'investissement, lorsque cela est nécessaire. «Étant donné que les marchés restent extrêmement complexes dans des cycles nombreux et très différents, il est toujours intellectuellement difficile de produire des rendements ajustés au risque plus élevés pour les clients, mais pas impossible. Le plus grand défi pour nous, est le facteur temps, car les investissements nécessitent de la patience comme pour tout le reste dans la vie».

Par ailleurs, Amit Bakhrita souligne qu'en conséquence directe d'une inflation galopante incontrôlée et de la dévaluation de notre monnaie, de plus en plus de Mauriciens s'inquiètent à juste titre de leur retraite et se tournent de plus en plus vers les plans d'investissement ; y compris les plans de pension, bien que dans une moindre mesure en raison de frais historiquement et relativement plus élevés et que



rendements corrigés de l'inflation plus faibles. «Fin 2022, le secteur des retraites privées s'élevait à environ Rs 3 milliards. Ceux-ci excluent les régimes de retraite privés ou les comptes d'investissement gérés et conseillés par des conseillers en investissement et des gestionnaires de patrimoine».

Amit Bakhrita précise qu'avec l'avènement de meilleurs établissements et technologies de soins de santé, les gens vivent mieux et plus âgés, mais avec des coûts médicaux plus élevés. Avec un revenu disponible relativement plus élevé et une infrastructure aérienne nettement plus connectée et plus compétitive, les personnes âgées voyagent davantage, et donc dépensent davantage, car ils disposent de suffisamment de temps pour le faire pendant leur retraite bien méritée. De plus, les retraités ont tendance à disposer de relativement plus de temps pour socialiser avec leurs proches et amis, entre autres.

Parallèlement à une paupérisation et à une perte aiguë de pouvoir d'achat au fil du temps, tous ces résultats s'ajoutent au fait que les retraites seront probablement demain plus coûteuses et que de nombreux retraités, n'ayant pas planifié et

investi soigneusement dans des investissements pertinents, se retrouvent obligés de façon dramatique à réduire leur niveau de vie à la retraite. C'est ce qu'on appelle le phénomène du Malaise des Retraités, un tabou tacite dans notre société.

«Une pension jugée inadéquate est le résultat d'une inflation galopante incontrôlée, de la dévaluation de notre monnaie et de la faiblesse des rendements corrigés de l'inflation de divers régimes de retraite privés. Nous devons également comprendre que la répartition actuarielle traditionnelle 60/40 des actifs à revenu fixe par rapport aux actions dans des fonds de pension a donné de mauvais résultats, car pendant la majeure partie des années qui ont suivi la crise financière mondiale de 2008, les taux ont été faibles, voire négatifs, et ont donc très certainement touché la plupart des fonds de pension ; la plupart de leurs actifs étant presque stérilisés», indique Amit Bakhrita.

Il ajoute que s'ils n'avaient pas modifié leur allocation d'actifs globale dans le contexte de taux bas correspondants, il est très probable que les rendements auraient souffert, au détriment des retraités et pensionnés privés, et cela est plausiblement effectivement le cas.



BERNARD YEN (MANAGING DIRECTOR D'AON SOLUTIONS)

tives dans le sens où la loi sur la pension protège les épargnants et les encourage à ne pas liquider leur investissement bien avant terme. Selon les chiffres de la FSC, le marché de la pension a généré plus de Rs 2,9 milliards de primes en 2022 contre Rs 2,2 milliards en 2021, représentant une croissance annuelle de plus de 32 %.

Les performances de l'industrie de la pension ont cependant été affectées par la volatilité des marchés financiers au cours du premier semestre 2022, après une reprise régulière en 2021. Le secteur de la pension privée était exposé à hauteur de 25 % aux non-résidents et était donc plus sensible aux chocs extérieurs que le secteur de l'assurance-vie.

Selon la Banque centrale, la valeur des actifs des régimes de la pension a diminué au cours du premier semestre 2022. La valeur a

diminué de 6,4 % pour atteindre Rs 67,7 milliards à fin juin 2022 par rapport à décembre 2021. La baisse des actifs est principalement attribuée à une chute de 19,5 % de la valeur des investissements en actions étrangères depuis fin décembre 2021. Cette baisse est concomitante à celle de 21 % observée dans l'indice MSCI World, qui reflète l'impact négatif de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les marchés boursiers du monde entier. Néanmoins, la valeur des actifs est restée supérieure aux niveaux d'avant la pandémie.

Épargner pour sa retraite et pour l'éducation de ses enfants a toujours été une préoccupation majeure des Mauriciens, rappelle Fabrice Laroche-Coralie, Manager, Business Development de MUA Life. Celui-ci explique que la demande pour les plans de pension est donc constante. « Il est vrai que nous observons depuis peu une hausse. Mais je ne pense pas que ce soit le résultat d'une conscience plus grande de la nécessité de bien planifier sa retraite. Comme on le sait, le gouvernement a revu les avantages fiscaux sur l'épargne pension afin d'inciter chacun à préparer sa propre retraite et réduire ainsi la pression sur le mécanisme de pension universelle. Les contribuables en ont pris avantage. Pour payer moins d'impôts, chacun a cherché à investir davantage dans un plan de pension ces dernières années plus qu'avant. »

Toutefois, Fabrice Laroche-Coralie ajoute qu'avoir un plan de pension est une chose, bien « planifier » sa retraite à proprement parler en est une autre. Si l'on cotise avec pour seul objectif de profiter de la déduction fiscale, on risque de se limiter au plafond de base. Or, il est peu probable que cette contribution minimale ne suffise à assurer un fonds de pension adéquat au moment de la retraite. Planifier sa retraite, c'est aussi avoir une juste visibilité sur ses besoins de demain afin de définir au mieux sa contribution. C'est aussi s'assurer que le fonds qui est constitué est en train de croître.

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

À première vue, la planification de la retraite n'a pas beaucoup changé au fil des ans. On travaille, on épargne et on prend sa retraite. Mais si le mécanisme est le même, les épargnants d'aujourd'hui sont confrontés à quelques défis comparés aux générations précédentes.

Salim Peer fait ressortir que nous avons de plus en plus à Maurice une population vieillissante, ce qui veut aussi dire que l'espérance de vie s'est grandement améliorée

PRGF et fonds de pension privés

Il faut savoir que le PRGF va donner une somme d'argent à la retraite ; la totalité sous forme de lump sum. Le fonds de pension privé, de par sa nature, ne peut pas donner plus de 25 % du fonds accumulé sous forme de lump sum. Imaginons que le PRGF va donner une lump sum de Rs 500 000. Un fonds de pension privé qui a accumulé la même somme peut seulement donner une lump sum de Rs 125 000, les Rs 375 000 qui restent doivent être converties en pension parce que c'est cela le but d'un fonds de pension ; c'est de donner un revenu mensuel comme si la personne est toujours en emploi.

Certes, c'est moins, mais c'est un revenu qui est garanti chaque mois. Donc, le PRGF donne Rs 500 000 et le fonds de pension donne Rs 125 000 mensuellement au départ, suivi d'une pension de Rs 3 000 mensuellement. Pour beaucoup de personnes, les Rs 500 000 du PRGF, c'est mieux qu'une lump sum de Rs 125 000 plus un revenu mensuel de Rs 3 000 à vie. Donc, si une personne vit vingt ans après avoir pris sa retraite, la somme de Rs 3 000 qu'elle percevra mensuellement dépassera automatiquement les Rs 500 000. Selon Bernard Yen, la nature humaine fait que nous sommes tous un peu pessimistes à cet âge ; les gens ne peuvent pas imaginer qu'ils vont vivre vingt ans encore.

rée avec le progrès médical, un style de vie moins sédentaire et plus sain. De ce fait, les fonds de pension font face à un double défi : assurer un retour décent et étendre le paiement des bénéficiaires sur de plus longues années. Il prend l'exemple de l'Europe et des États-Unis où les fonds de pension sont réinvestis dans d'autres fonds, certains très performants, mais aussi très spéculatifs avec une volatilité inappropriée. Le défi majeur aujourd'hui est principalement le retour sur investissement qui s'accompagne notamment de risques, d'où l'adage « à risque élevé, gain élevé ». De ce fait, les fonds de pension classiques auront davantage de mal à assurer un retour décent.

LES PLANS DE PENSION SÉDUISENT, MAIS LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT RISQUE DE FREINER LE MONTANT ÉPARGNÉ

De son côté, Fabrice Laroche-Coralie rappelle que le principal défi reste la baisse du pouvoir d'achat, avec l'augmentation du coût de la vie. Pour bien des familles, il ne reste pas grand-chose à investir dans un plan de pension lorsqu'on a payé les frais scolaires, l'alimentation, le transport. *«L'économie reprend, le marché de l'emploi retrouve du dynamisme, la situation ira en s'améliorant, mais elle restera quand même instable. Dans un contexte marqué par l'inflation, la volatilité des marchés et les rendements faibles, la planification de la retraite restera un exercice compliqué. Même ceux qui se sont pris tôt en épargnant pour leur retraite risquent de ne pas obtenir les sommes qu'ils espéraient. Car il faudra mettre plus d'argent de côté afin d'atteindre l'objectif fixé.»*

Il est donc très important que toute personne soucieuse de préparer efficacement sa retraite se fasse accompagner par un conseiller afin de réajuster continuellement son plan d'épargne retraite. Comme le dit Fabrice Laroche-Coralie, nous avons tiré des leçons de ces deux années de crise : il est plus que jamais important de bien prévoir pour le futur.

Ritvik Varaden, Senior Executive de Chartered Brokers, fait ressortir que la planification de la retraite est très différente ces dernières années suivant le changement de régime juridique. Bien qu'il s'agisse du même jeu de travail, d'épargne et de retraite, son ampleur s'est considérablement élargie. *«Avant ces dernières années, la culture de l'épargne n'était pas profondément ancrée dans notre société, ce qui rendait de nombreuses personnes vulnérables une fois à la retraite. Avec la mise en œuvre du Portable Retirement Gratuity Fund (PRGF), à bien des égards, le choix a été fait pour les gens d'épargner ou non. Il n'y a pas*

si longtemps, le défi consistait à savoir si l'on pouvait se permettre d'épargner ou non; aujourd'hui, le choix porte davantage sur 'où' que sur 'comment.'»

En parlant de Portable Retirement Gratuity Fund (PRGF), Ritvik Varaden est d'avis que les Mauriciens ont toujours été conscients de la nécessité de planifier leur retraite. Ce qui a changé dans ce contexte, ce sont les outils à leur disposition. D'une part, la mise en œuvre du PRGF a légalement permis une plus grande flexibilité dans la planification de la retraite, mais elle a également entraîné une augmentation de la demande de plans de pension privés, en tant qu'alternative obligatoire au régime public par ailleurs obligatoire.

Selon certains observateurs, il y a une grande incompréhension sur le Portable Retirement Gratuity Fund et le fonds de pension privé. Bernard Yen explique que le PRGF est un fonds national qui a été mis en place l'année dernière pour contraindre les employeurs à contribuer pour la retraite de leurs employés au cas où ils ne leur ont pas encore intégré dans un fonds de pension privé. La grande différence est que le PRGF permet seulement le paiement d'un capital (lump sum) à la retraite tandis que le fonds de pension est obligé de payer une pension mensuelle, avec l'option pour le retraité d'opter comme lump sum jusqu'à 25 % du montant accumulé pour cette pension.

«Le PRGF peut avoir l'air d'être plus attrayant mais le fonds de pension est plus apte à assurer un revenu mensuel pour la vie», indique Bernard Yen. S'il n'y a pas de fonds privé, il faudra se fier au gouvernement ou au PRGF pour la pension. Selon certains observateurs, il y a aujourd'hui une concurrence malsaine entre le PRGF et les fonds de pension privés, même si cette situation n'est pas tellement visible.

PLANIFIER SA RETRAITE

Mais, d'un autre côté, beaucoup de personnes se plaignent du fait que les fonds de pension privés ne leur donnent pas une somme décente à la retraite. À cela, Bernard Yen répond qu'une pension adéquate à la retraite demande une organisation préalable et un suivi régulier de très longue haleine. Il prend l'exemple d'une personne qui part à la retraite en 2023 après avoir travaillé pendant 40 ans. Admettons que la personne a commencé avec un salaire de Rs 2 000 à l'époque et que son salaire est aujourd'hui de Rs 30

Le defined-benefit

Pendant de nombreuses décennies, jusqu'au milieu ou à la fin des années 1990, la plupart des plans de pension privés étaient de type defined-benefit. Une bonne partie de ces régimes ont été mis en place sous forme de contrats d'assurance avec une compagnie d'assurance privée, qui assumait toutes les responsabilités en matière d'administration, d'investissement des actifs et toutes les fonctions actuarielles et autres fonctions de gestion. Ils étaient connus sous le nom de régimes assurés, bien que, hormis la prestation payable en cas de décès, aucune des prestations offertes dans le cadre de ces régimes n'était entièrement assurée au sens propre du terme. Cela signifie que lorsqu'un tel régime était déficitaire, l'employeur devait payer davantage de cotisations pour améliorer le niveau des actifs couvrant les engagements (par rapport à un produit d'assurance classique où la prime est fixée à l'avance et où l'assuré n'a plus aucune responsabilité). En outre, ce type de régime oblige l'employeur à souscrire une rente auprès du prestataire de service lorsque les affiliés partent à la retraite, ce qui aggrave généralement la situation de financement de ces régimes, car les conditions de rachat par les compagnies d'assurances sont généralement plus coûteuses que les cotisations versées aux régimes.

000. Une pension adéquate pour elle serait peut-être de Rs 20 000 et pour cela, il aurait fallu épargner une somme d'environ Rs 5 millions sur 40 ans.

«Souvent, on se rend compte que si on ne fait pas des efforts soutenus pendant tout ce temps, on sera déçu du résultat parce que nous avons tendance à dépenser notre argent autrement. Il faut aussi ajouter que les personnes vivent de plus en plus longtemps et les taux d'intérêt sont plus bas maintenant qu'auparavant. Donc, avec le recul, on se rend compte qu'on au-

LE MARCHÉ DE LA PENSION A GÉNÉRÉ PLUS DE RS 2,9 MILLIARDS DE PRIMES EN 2022 CONTRE RS 2,2 MILLIARDS EN 2021 (+ 32 %)

rait dû épargner plus que prévu dans le passé», souligne Bernard Yen.

Fabrice Laroche-Coralie ajoute que seule une bonne planification permettra au retraité de maintenir le même train de vie et le même confort que lorsqu'il travaillait ; il explique qu'on ne peut pas contribuer une somme minimale et s'attendre à une retraite sereine. «Je le redis : il faut véritablement 'planifier' sa retraite et non uniquement mettre une somme minimum de côté dans l'unique but d'obtenir une déduction fiscale. Planifier, ça veut dire s'assurer que tout au long de la retraite, votre flux de revenus sera stable et suffisant. Cela suppose un calcul des besoins en fonction du train de vie que l'on souhaite mener à ce moment-là, et une compréhension de l'impact qu'aura l'inflation sur votre investissement dans 15 à 20 ans.»

Il ajoute qu'une fois ce calcul fait, il faut faire fructifier l'épargne, la placer dans des fonds d'investissement pour qu'elle rapporte plus que le taux d'inflation actuel. La difficulté est de trouver les bons placements qui, sans prendre trop de risques, arrivent à générer des rendements intéressants. Le rendement et le risque sont étroitement liés : plus le rendement d'un produit est élevé, plus le risque est important. Il est fortement recommandé que chaque année, le contribuable effectue un bilan, réactualise son plan afin de décider s'il lui faut augmenter sa contribution pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé pour sa retraite.

PLANIFIER SA RETRAITE, C'EST AVOIR UNE JUSTE VISIBILITÉ SUR SES BESOINS DE DEMAIN AFIN DE DÉFINIR AU MEUX SA CONTRIBUTION



Ritvik Varadan abonde dans le même sens. Il précise qu'en fin de compte, le rendement d'un régime de retraite privé dépend des cotisations que la personne a versées. «Il est de la responsabilité personnelle de la personne de s'assurer qu'il investisse suffisamment pour garantir un rendement jugé raisonnable une fois à la retraite. Bien entendu, les assureurs et autres prestataires ont la responsabilité de conseiller la personne avec précision sur les rendements qu'elle peut attendre du fonds dans lequel elle verse son épargne.»

ASSURANCE-VIE

Les primes brutes reçues pour les activités d'assurance à long terme ont atteint Rs 11,6 milliards en 2021, contre Rs 10,5 milliards en 2020. Le total des actifs des entreprises du secteur de l'assurance à long terme s'est élevé à Rs 106,1 milliards en 2021, contre Rs 87,5 milliards en 2020.

Les actifs des assureurs-vie vont être par défaut plus élevés que les actifs des assureurs généraux vu que les deux classes d'assureurs sont très distinctes l'une de l'autre. Cela, surtout que les actifs d'assurance-vie comprennent principalement des investissements en Bourse, obligations d'État ainsi que des prêts. Une meilleure

façon de voir la résistance aux effets de la pandémie est de regarder l'impact sur la volumétrie des primes. En 2020 (la période de la Covid-19), les primes en assurance long terme ont augmenté significativement de 15,4 % en glissement annuel comparativement à seulement 7,5 % pour le segment général.

Cette croissance dans la long-term insurance industry est expliquée par le nombre de polices d'assurance long terme qui a connu une hausse de 4,7 % en glissement annuel contre seulement 0,3 % en glissement annuel pour le segment de l'assurance générale. La croissance a été principalement tirée par une augmentation de l'assurance-vie et des fonds de pension (probablement des retombées psychologiques résultant de la crise sanitaire). Cela s'explique également par la hausse dans les fonds de pension probablement dû à l'introduction du PRGF et les implications pour les entreprises mauriciennes.

Rappelons que selon le dernier Financial Stability Report de la Banque centrale, les actifs globaux du secteur de l'assurance-vie avaient baissé au premier semestre 2022 après une croissance rapide au cours de l'année 2021. La valeur des actifs avait diminué de 2,6 % au cours du semestre clos en juin 2022.



Defined-benefit et defined-contribution

De plus en plus d'entreprises abandonnent le plan defined-benefit au profit du defined-contribution. Bernard Yen explique que le plan defined-benefit utilise une formule qui dépend du temps de service et du dernier salaire pour calculer la pension, par exemple 1/60 du dernier salaire pour chaque année de service, ce qui fait 2/3 du salaire après 40 années de service. «Il n'y a rien dans cette formule qui dit combien il faut épargner pendant ces 40 ans pour pouvoir assurer le paiement de cette pension. Donc, les employeurs peuvent avoir de mauvaises surprises en ce qui concerne les contributions qu'ils doivent faire au fonds de pension.» Par contre, le plan defined-contribution utilise une formule pour calculer comment il faut contribuer au fonds chaque mois ; par exemple 10 % des salaires. À la retraite, cette somme épargnée avec des retours sur investissements est utilisée pour acheter une pension. «Il n'y a rien dans la formule qui peut garantir combien cette pension sera en termes de pourcentage du dernier salaire. Les employeurs préfèrent ce système parce que le coût est beaucoup plus prévisible que pour le plan defined-benefit», indique Bernard Yen.

La contraction de la valeur des actifs des assureurs-vie était principalement due à une baisse de 6,5 % des investissements en actions au deuxième trimestre 2022, reflétant la baisse du SEMDEX au cours de la même période. Simultanément, la préférence d'investissement des assureurs-vie s'est déplacée vers les titres de créance, qui ont augmenté de 3,7 % au cours du premier semestre 2022. Le transfert des actions vers les titres à revenu fixe, contrairement à la tendance observée en 2021, a révélé des opportunités financières alimentées par la hausse des taux d'intérêt.

L'interconnexion des activités d'assurance à long terme avec d'autres segments du secteur des services financiers ainsi qu'avec d'autres secteurs institutionnels de l'écono-

mie s'est renforcée. L'exposition la plus importante des assureurs-vie était en faveur des titres émis par le gouvernement et la Banque centrale, représentant 29 % du total des actifs financiers détenus par les assureurs-vie à la fin du mois de juin 2022. Ces investissements sont relativement sans risque et liquides, ce qui répond aux préférences du secteur de l'assurance-vie. Les investissements dans le secteur bancaire, les secteurs multi-industriels/investissements et le secteur des non-résidents ont suivi de deux parts égales de 15 % chacun, ce qui témoigne d'une diversification prudente des risques.

Les primes brutes collectées par les assureurs-vie ont continué à augmenter, avec une hausse de 21,8 % au cours du trimestre qui s'est achevé en juin 2022. Les assureurs-vie ont mobilisé une prime totale de Rs 6,4 milliards au cours du premier semestre 2022, contre Rs 5,9 milliards au cours du second semestre 2022.

Dans un contexte où le consommateur se concentre sur ses besoins essentiels, la capacité d'épargne est forcément réduite. Il est attendu que l'inflation élevée aura un impact sur l'assurance-vie : elle diminue la valeur actuelle des paiements futurs fixes, ce qui peut, selon certains acteurs de ce secteur, décourager l'achat d'assurance-vie. Le défi des assureurs reste de répondre aux enjeux posés par ce contexte difficile en réaffirmant leur rôle social, en resserrant les liens avec leurs clients, en fournissant des solutions d'assurance et financières adaptées.

Selon les observations de Fabrice Larroche-Coralie, la pandémie a définitivement eu un effet sur les ventes d'assurance-vie

parce qu'elle a fait prendre conscience de la valeur de la protection. «L'assurance-vie était de façon générale perçue comme un moyen de protéger son prêt bancaire et/ou faire de l'épargne. En cas de décès, elle évite aux dépendants d'avoir à régler la dette. Mais elle est plus que ça : une certitude que les dépendants seront à l'abri outre un filet de sécurité pour toutes sortes d'incertitudes. Une plus grande conscience de leur mortalité, la nécessité de protéger leur patrimoine et de soutenir leurs proches, ce sont les raisons qui poussent aujourd'hui les gens à souscrire à une assurance-vie. La pandémie a aussi accéléré la digitalisation des services et la personnalisation des offres, ce qui a facilité l'accès à ces produits.»

**LA MISE
EN ŒUVRE
DU PRGF A
LÉGALEMENT
PERMIS UNE
PLUS GRANDE
FLEXIBILITÉ
DANS LA
PLANIFICATION
DE LA RETRAITE**